



## **Le budget provincial : les yeux dans le rétroviseur**

**Par Élisabeth Garant et Mouloud Idir**, respectivement directrice-générale et agent de recherche et de communication au Centre justice et foi ([www.cjf.qc.ca](http://www.cjf.qc.ca))

Comme beaucoup de citoyens, nous attendions le dépôt du budget provincial. Celui-ci était annoncé comme porteur de ripostes significatives au marasme découlant de la crise financière actuelle. Hélas, les quelques mesures préconisées demeurent à nos yeux de courte vue. On notera aussi que les orientations prônées ne conduisent pas véritablement à une sortie de crise. Les mesures annoncées continuent largement de s'inscrire dans la logique d'une politique fiscale régressive. Il en découle notamment des hausses de tarifs pour les citoyens ainsi que l'augmentation de la taxe de vente provinciale. Rien de véritablement substantiel n'a été fait pour augmenter le revenu ou le pouvoir d'achat des familles de travailleurs et des faibles revenus. C'est donc d'abord à la classe moyenne et aux plus pauvres qu'incombe le poids de «l'équilibre budgétaire».

Plusieurs personnalités publiques et organismes, au Québec et ailleurs dans le monde, ne cessent pourtant de sensibiliser la population à l'urgence de sortir de l'immobilisme actuel. Cette urgence passe notamment par de courageuses mesures politiques face au pouvoir du milieu bancaire, par un retour à un système d'imposition plus progressif, par une réelle lutte à l'évasion fiscale ainsi que par de véritables politiques face à la pauvreté et au réchauffement climatique.

La crise financière et économique devrait aussi être une occasion pour rappeler des questionnements de fond et redire des critiques discréditées par le discours économique dominant l'espace social et politique des dernières décennies. La marginalisation des forces sociales et politiques qui faisaient contrepoids à l'idéologie capitaliste et au néolibéralisme s'est

accompagnée, depuis 30 ans, par de grands reculs sur le plan de nos acquis démocratiques et sociaux.

Nous sommes aujourd'hui plongés dans une crise inédite du capitalisme globalisé dont l'origine se situe au cœur du système financier étasunien et du modèle de croissance qui le caractérise. Pour sortir de l'impasse du modèle de rentabilité entré en crise autour du début des années 1970, le capitalisme a opté pour l'option néolibérale qui demeure à ce jour le modèle prédominant. Les profits générés par cette option se sont toutefois faits au prix de grandes violences sociales : élargissement de la précarité et des inégalités; mesures d'austérité imposées à l'appareil d'État; reculs dans le droit de grève des travailleurs et délégitimation des différents modes de régulation que l'on s'est donné collectivement à travers l'État providence.

### **Une rupture est nécessaire**

Le Centre justice et foi est convaincu qu'il est urgent de prendre conscience de l'impasse du capitalisme actuel et de son modèle de développement. On entend souvent dire que la présente crise financière a pour origine l'incompétence de nos dirigeants ou même qu'elle découle de la cupidité de banquiers sans foi ni loi. Ces arguments sont vrais mais partiels : ils tendent à individualiser et à dépolitiser le débat. Un tel point de vue tend surtout à déresponsabiliser la logique du système qui laisse une place grandissante à la spéculation dans la vie économique. Cette crise est donc d'abord de nature structurelle.

Parallèlement, le modèle capitaliste actuel accentue encore plus les inégalités tout en se révélant aussi pervers sur le plan écologique. Le productivisme qui lui est inhérent atteint ses limites. Comme le dit si bien Hervé Kempf, «le système social qui régit actuellement la société s'arc-boute de manière aveugle sur les changements qu'il est indispensable d'opérer si l'on veut conserver à l'existence humaine sa dignité et sa promesse». Face à ces défis, les réponses sont d'ordre collectif. On ne voit pas comment les seuls choix individuels changeront rapidement et radicalement notre modèle de consommation et de production. On ne répétera jamais assez que la logique d'accumulation des richesses inhérente au capitalisme contemporain, laquelle demeure fondée sur le règne du profit individuel et privé et l'exploitation sans limites des ressources (matérielles et humaines), ne peut qu'entrer en contradiction avec toute possibilité d'envisager des rapports sociaux moins inégalitaires et plus conformes à la recherche du bien commun.

Beaucoup s'entendent pour dire que la crise actuelle du capitalisme financiarisé tire sa source d'une logique spéculative qui a été élargie à de larges pans de la vie sociale. Les défis d'aujourd'hui sont donc une occasion inédite de redonner voix à des critiques longtemps condamnées à la marginalisation par l'idéologie néolibérale dominante. La réponse à ces défis ne passe pas par le renflouement d'un modèle de surconsommation et par un plus grand endettement des ménages. Ce modèle s'est accompagné, pour une grande part des citoyens, d'une perte du pouvoir d'achat et par une stagnation qui a été compensée par un recours massif au crédit, ayant lui-même intégré le jeu de la spéculation au profit de l'enrichissement d'une infime minorité.

Loin de contribuer à une hausse des salaires des travailleurs, les initiatives de relance privilégiées par nos dirigeants ne font qu'élargir un cycle d'endettement des citoyens par un recours massif et systématique au crédit. Autant de mesures qui vulnérabilisent encore plus les salariés en les poussant à accepter collectivement de larges concessions au plan des conditions de travail. Sans parler des conséquences en termes de dépréciation des valeurs de solidarité et d'universalisme.

### **Débattre de ce qui nous permet de vivre ensemble**

Pour le Centre justice et foi, il est fondamental de sortir de l'impasse inévitable à laquelle mène un système marchand fondé sur une logique et une rationalité marchandes qui ne connaissent pas de limites. Des mesures palliatives qui font l'économie d'une telle réflexion sont en-deçà des ruptures qui s'imposent à nos yeux. Au-delà des réponses ponctuelles à apporter, la présente crise doit être l'occasion de poser une réflexion plus largement politique.

Cela suppose de débattre d'options et de perspectives qui touchent à ce qu'il y a de plus fondamental dans les rapports sociaux. C'est le meilleur moyen de redonner tout son sens au politique sur l'économicisme rampant. C'est également la seule façon de faire des principes de justice sociale et d'élargissement démocratique la base de notre vie sociale et politique. La logique du marché et de l'économie n'a pas de lois internes qui seraient neutres et immuables. Ces dernières participent de rapports sociaux politiquement construits. Nous ne sommes donc nullement condamnés à une quelconque fatalité.

Le 23 mars 2009